

## KARIM DJOUDI RÉPOND AUX DÉPUTÉS

## Le soutien des prix bénéficiera encore à tout le monde

*Le soutien des prix des produits alimentaires continuera encore de bénéficier à tous les citoyens, dans la mesure où le ciblage des bénéficiaires, notamment les personnes démunies, souhaité pourtant par l'exécutif, n'est pas possible, selon le ministre des Finances, hôte hier après-midi des députés.*

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Deux jours ont seulement suffi aux députés pour débattre du projet de loi de finances complémentaire pour 2011. Entamés en plénière à l'APN dimanche matin, les débats ont pris fin lundi soir, plutôt que prévu. Une centaine d'élus sont ainsi intervenus, tant ceux de l'Alliance présidentielle, développant une rhétorique favorable à la démarche gouvernementale, que ceux du Parti des travailleurs, très acerbes vis-à-vis des avantages concédés au patronat.

Et cela même si ces interventions ne rejettent pas totalement ce projet, les dizaines d'amendements introduits tant au niveau de la commission des Finances que par des députés les ont cependant reproduites assez perplexes.

Dans la mesure où ce projet consacre une forte dépense publique (plus de 8 000 milliards de dinars de dépenses de fonctionnement et d'équipement), engendrant un important déficit budgétaire (plus de 4 600 milliards de dinars) tandis que les recettes

restent en deçà des prévisions même si l'amélioration est escomptée en termes de fiscalité pétrolière et ordinaire et que le Fonds de régulation des recettes reste également un garant de la soutenabilité budgétaire.

Et d'autant aussi que la LFC 2011 veut conforter l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens, en élargissant le soutien aux produits de large consommation et en prenant en charge une forte revalorisation salariale.

Et au regard d'avantages financiers, économiques et réglementaires, censés booster la machine économique et favoriser la création d'emplois, mais que d'aucuns considèrent comme des concessions sans portée réelle faites aux importateurs et opérateurs tant formels qu'informels.

Et dans le contexte où la problématique de la bonne gouvernance, le suivi et la gestion rationnelle des dépenses publiques notamment, ainsi que la faisabilité de la diversification économique, le développement effectif de la production agricole, la gestion du



Karim Djoudi, ministre des Finances.

Photo : Samir Sid.

foncier et autres incertitudes socioéconomiques, restent posées. Des préoccupations, au-delà des difficultés d'ordre local soulevées par certains élus, auxquelles le ministre des finances, Karim Djoudi, a répondu hier mardi après-midi. Satisfait du ton général exprimé par les députés, le

ministre des Finances a notamment convenu que la rationalisation des dépenses publiques est «une nécessité».

Pour autant, le soutien des prix des produits alimentaires notamment continuera de bénéficier à tous les citoyens, sans distinction de catégorie sociale et même si la

facture grèvera davantage le budget, laisse-t-il entendre. Dans la mesure où le ciblage des bénéficiaires, en privilégiant les catégories démunies, souhaité pourtant par l'exécutif, n'est cependant pas possible. Car, selon Karim Djoudi, l'opération d'identification, par le biais d'un fichier, de ces catégories, initiée par le ministère de la Solidarité et «théoriquement finalisée» n'est pas encore terminée, et l'option de ciblage a prouvé son échec dans nombre de pays.

Par ailleurs, Karim Djoudi a indiqué que la loi de règlement budgétaire pour 2009 sera présentée aux députés en même temps que le projet de loi de finances pour 2012, en attendant l'élaboration définitive de la loi organique portant loi de finances et «déjà prête» selon lui au niveau de son département.

En relevant que la commission des finances de l'APN traitera les amendements déposés par les députés dès jeudi, en concertation avec le ministère des Finances, et que le vote de la LFC 2011 est attendu la semaine prochaine.

C. B.

## ALORS QUE LA TUTELLE PARLE DE SIMPLES RUMEURS

## Les enseignants de l'UFC dénoncent un projet de changement de statut

*Les professeurs et enseignants de l'Université de la formation continue (UFC) se sont mobilisés pour rejeter le changement de statut visant, selon eux, la dissolution pure et simple de cette université. Les responsables du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique nient, eux, tout changement dans les statuts de l'UFC.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - «Ce ne sont que des supputations et des rumeurs qui circulent au sein de l'UFC. Pour l'instant, il n'est nullement question d'un quelconque changement de statut», a déclaré un responsable au ministère de tutelle. Les enseignants expriment leur préoccupation quant à l'avenir de l'université et du sort de ses employés. «Nous avons appris avec consternation qu'une seconde tentative, après celle du 14 juillet 2007, de modification du statut juridique visant la

dissolution de l'UFC et son remplacement par l'université de la formation et de l'enseignement à distance (UFED) a été initiée délibérément dans un huis clos honteux et dans une opacité totale par le premier responsable de l'UFC», ont déclaré les enseignants de l'UFC. Ils rappelleront que la première proposition a été rejetée «aussi bien par l'ensemble des fonctionnaires que par les services du secrétariat général du chef du gouvernement». Ainsi, le personnel administratif et enseignant de

l'UFC dit condamner un éventuel nouveau statut dans sa forme et son fond. Ils revendiquent le maintien du statut actuel de l'UFC, ainsi que la mise en place d'une commission élue, élargie à la base du personnel administratif et enseignant. Cette dernière devrait étudier, en étroite collaboration avec les services du ministère de l'Enseignement supérieur, «en toute démocratie et en toute transparence, tous les scénarios possibles, qui tendent vers sa modernisation et son développement dans le cadre de la nouvelle loi d'orientation qui sera incessamment promulguée par la tutelle», ont précisé les enseignants.

Ces derniers noteront qu'ils n'ont à aucun moment été consul-

tés pour la réalisation de la mouture d'un nouveau statut. Ils préciseront, aussi, que dans la page 3 de l'exposé des motifs du statut proposé en 2007, il est annoncé que les nouveaux textes permettront de pallier «l'inaptitude du statut actuel de l'UFC à répondre à la nouvelle exigence qu'est la formation à distance». Ce que nient les enseignants en expliquant que «le but ultime du changement de statut est la privatisation de l'UFC et son bradage». Refusant ce qu'ils appellent la «mise à mort à huis clos de l'Université de la formation continue», les enseignants se disent mobilisés. Alors que pour la tutelle, un nouveau statut n'est pas à l'ordre du jour.

F.-Z. B.

### LE MINISTRE DES FINANCES PRÉCISE : «Je n'exerce aucune tutelle sur la Banque d'Algérie »

«Le ministère des Finances n'exerce aucune tutelle sur la Banque d'Algérie», a précisé, hier, Karim Djoudi à l'APN, à l'issue d'une séance plénière. Selon le ministre des Finances, la Banque d'Algérie, en tant qu'autorité monétaire et bancaire, est régie uniquement par les dispositions de la loi sur la monnaie et le crédit. Karim Djoudi voulait ainsi dédouaner son département ministériel de toute responsabilité dans le mauvais lancement du billet de 2 000 DA. Selon Karim Djoudi, il revient à la Banque d'Algérie de se prononcer sur le rythme de diffusion des billets, un échéancier de sortie étant fixé à novembre.

C. B.

## ANNONCÉS AU SEIN DES GRANDES ÉCOLES POUR LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE 2011/2012

## Trois centres pilotes d'innovation scientifique et technologique

*La prochaine rentrée universitaire 2011/2012 verra la création de trois centres pilotes d'innovation scientifique et technologique, a annoncé, hier mardi, à Annaba, le professeur Aouarag Hafid, directeur général de la recherche et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS).*

L'un des trois centres sera implanté à l'Ecole préparatoire aux grandes études des sciences et de la technologie d'Annaba. Ces centres ont pour rôle la réflexion sur différents aspects liés au développement technologique, un domaine plus que nécessaire pour tout décollage économique des pays, notamment ceux en voie de développement, comme l'Algérie. Physicien de renommée mondiale, le professeur Aouarag animait une conférence à l'amphithéâtre Khaouarizmi au profit des étudiants de l'Ecole préparatoire aux grandes études d'Annaba. La salle était pleine comme un

œuf. Les étudiants poursuivant leur cursus dans cette grande école nationale, qui a ouvert ses portes il y a deux ans, viennent de 18 wilayas de l'est du pays. Ils ont tenu à suivre attentivement cette importante intervention de l'un des rares Algériens ayant eu l'honneur d'être nommé au prix Nobel.

Le domaine dans lequel le professeur Aouarag a été nommé est celui, naturellement, de la physique. «La physique est-elle explicative ou descriptive», était le thème choisi pour cette conférence. Après des explications théoriques de physique, le professeur Aouarag a mis en pratique

quelques-unes d'entre elles. A une question d'une étudiante sur l'avenir de cette élite, le directeur général de la recherche et du développement technologique au MESRS a indiqué que la mise en place prochaine de plateformes technologiques à proximité des écoles préparatoires aux grandes études à même de permettre de détecter les compétences universitaires dans la mise en pratique des choses de la vie, permettra aux étudiants d'engager des travaux pratiques afin de pousser plus loin leur maîtrise des technologies. Dans le même ordre d'idées, le professeur Aouarag, qui a sa propre théorie en physique, a suggéré aux étudiants présents la création de clubs pour entamer en commun des expériences pratiques sur différents modèles technologiques. Il a cité, dans ce cadre, l'exemple de pays tels la Chine, la Malaisie, l'Indonésie, qui ont eu à

utiliser ce type de clubs pour développer leurs industries. A cet effet, il a tenu à rassurer les étudiants en annonçant la création par les pouvoirs publics de structures de soutien aux initiatives allant dans le sens des innovations.

A. Bouacha

## AVIS DE DÉCÈS

Les familles Nefti Kermad et Nedri ont la douleur d'annoncer le décès de Mme Nefti Ourdia dite Tamazouzt née Kermad.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui au cimetière de Bouhamam de Bouzaréah, après la prière du d'hor.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.